

## Espace de Ressources Pédagogiques des Archives du Var

### Références des documents

Titre : Rapport Préfecture du Var

Date : 14 février 1958

Nature : Document administratif

Cote : 1900 W 11

### Intégration pédagogique

Niveau de classe concernée : Programme de 3ème et de Terminale

Place dans le programme : « *Élaboration et organisation du monde d'aujourd'hui : De la guerre froide au monde d'aujourd'hui (relations Est-Ouest, décolonisation, éclatement du monde communiste)* » :

On se limite pour la décolonisation aux exemples de l'Inde et de l'Afrique française.

Documents : Un témoignage sur la décolonisation, des documents sur la décolonisation française.

« *Le monde de 1945 à nos jours : Le Tiers-Monde : indépendances, contestation de l'ordre mondial, diversification* » :

On analyse l'émancipation des peuples dominés.

« *La France de 1945 à nos jours : La France dans le monde* » :

On présente l'enjeu de la décolonisation et les constantes de la politique étrangère

...

### Problématique(s)

Comment l'État organise la lutte contre les éléments indépendantistes sur le territoire national?

MINISTERE DE L'INTERIEUR

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION GENERALE  
DE LA SURETE  
NATIONALE

RENSEIGNEMENTS  
GENERAUX DE TOULON

n°I.396/10

Toulon le 14 février 1958

Le Commissaire Principal  
Chef du Service des  
Renseignements Généraux  
à

Monsieur le CONTROLEUR GENERAL

Objet: La communauté algérienne et le séparatisme algérien dans la communauté de Toulon.

### IMPLANTATION

La colonie algérienne dans l'arrondissement de Toulon compte 3 000 membres environ. La grande majorité est originaire du Constantinois et plus particulièrement des communes mixtes d'El-Milia (douars : Ouled Aouat et Ouled Kassem) et de Collo (douars : El Gouffi, Afenzou, Beni-Zid ). On y trouve également quelques Kabyles de la vallée de la Soummam.

Les 3/5e de ces Algériens sont implantés à Toulon. Les autres points d'implantation importance moindre, se situent à Hyères, Bandol, Brignoles et Cuers.

Le nombre des travailleurs est de 1 350 environ et celui des commerçants de 30.

### ACTIVITE POLITIQUE

Dès 1951, on décelait à Toulon une cinquantaine de Nationalistes appartenant au M.T.L.D. dirigés par trois meneurs dont l'activité se bornait à la diffusion des journaux "L'ARABE EN FRANCE" , d'abord et "L'ALGERIE LIBRE" ensuite.

L'organisation était tellement imparfaite que l'interdiction du rassemblement prévu pour le 8.12.1951 ne soulevait aucun incident.

Au début de l'année 1952, en mars, le M.T.L.D. diffusait son Bulletin intérieur annuel pour appeler les Algériens à verser leur contribution annuelle (1 journée de travail) lors de la journée du 15 avril. Ce mouvement prenait position contre la France dans les évènement de Tunisie.

En mai 1952, après l'affaire du complot communiste de Toulon, le P.C. créait un comité de défense du Peuple Algérien et enregistrait un échec total auprès des Algériens.

Par contre, à la même période, le M.T.L.D. lançait un appel invitant les Algériens à manifester pour la libération de MESSALI HADJ : la majorité des commerçants N.A. fermaient leurs boutiques.

Début 1953, des éléments M.T.L.D. de Toulon adressaient aux différents partis politiques, une lettre protestant contre la "déportation" de MESSALI HADJ.

En juillet 1954, des émissaires du M.T.L.D. diffusaient " L'ALGERIE LIBRE" et des tracts réclamant la libération de MESSALI et d'autres Algériens en exil ou emprisonnés.

A cette époque, on remarquait déjà des achats d'armes de chasse effectués par des N.A. et des tentatives d'organisation par cellules au sein du M.T.L.D.

### LE M.N.A.

En 1954, après la dissolution du M.T.L.D., le M.N.A. fait diffuser des tracts contre la répression en Algérie et pour la libération de MESSALI Hadj et l'abrogation du décret de dissolution du M.T.L.D.

C'est à cette époque que se situe l'entrée dans la clandestinité du M.N.A.

Après le déclenchement du mouvement insurrectionnel en Algérie, la colonie N.A. ne manifeste plus aucune activité publique; les responsables, par peur des "représailles" se procurent des attestation de loyalisme d'élus Musulmans francophiles.

L'identification des nationalistes de l'arrondissement s'effectue grâce à la complicité d'indicateurs N.A. qui les repèrent sur présentation de photos dont 113 exemplaires sont transmis à la Direction des R.G. - 700 photocopie de C.I. ont été faites par le Service.

Le leader du M.T.L.D. est B, dont le restaurant est le P.C. des N.A. qui y écoutent les émissions radiophoniques en langue arabe et y lisent la presse nationaliste.

Une perquisition est effectuée à son domicile par le Service des R.G., de la S.T. et S.P. en exécution d'un mandat d'arrêt de M. Le Juge d'Instruction du Parquet de la Seine. Des tracts, des photographies et des journaux nationalistes étant trouvés à son domicile et ne laissant aucun doute sur son activité au sein du M.T.L.D., B est déféré au Parquet et inculpé d'atteinte à la S.E. de l'État, mais bénéficiait d'une relaxe. Sur proposition de mon Service, son restaurant était fermé par mesure administrative.

A la dissolution du M.T.L.D., B qui avait pris la tête du mouvement M.N.A. était de nouveau impliqué dans une affaire analogue, traitée par la S.T. et les R.G. et bénéficiait à nouveau de la clémence des tribunaux. Ayant fait l'objet d'une proposition d'internement par mon Service, B est arrêté au début de 1956 sur mandat d'arrêt du Juge Militaire du Tribunal Militaire d'Alger. Relaxé, il a regagné Toulon.

Le M.N.A. a été rapidement absorbé dès l'apparition du F.L.N. Le représentant Messaliste de Toulon, BENHEMI, était d'ailleurs arrêté par la S.T. lors de la diffusion de tracts.

#### LE F.L.N.

Le F.L.N. Se compose en grande partie, dans l'arrondissement, des anciens M.N.A. qui, le plus souvent, sous la menace, ont donné leur adhésion. Tous les meneurs identifiés sont d'anciens M.N.A. : B, qui adhère au F.L.N. en 1956, K et R.

En général, ce mouvement absorbe tous les anciens nationalistes M.T.L.D. et M.N.A.. Certains regagnent même les rangs des rebelles à l'appel du F.L.N. Ils sont signalés par le Service.

A l'origine, le F.L.N. comprend à Toulon 4 cellules de 9 membres groupées au sein d'une section. Les chefs de cellules sont des restaurateurs. A cette section organisée s'ajoutent 48 sympathisants qui, en somme, ne sont que des gens cotisant irrégulièrement.

Des documents saisis, il résulte que la section de Toulon est rattachée à la région de la Côte d'Azur, elle-même rattachée à la région de Marseille.

Au début de l'année 1957, le F.L.N. modifie sa structure et désigne des responsables chargés de collecter les cotisations dans les restaurants et les meublés N.A., chaque immeuble a un responsable qui est le propriétaire ou le gérant.

Le chef collecteur est identifié comme étant B, restaurateur ; il est secondé par R, également restaurateur. Le responsable à Toulon est identifié comme étant M, restaurateur, déjà condamné en Algérie pour activité politique. Ce dernier, en fuite, fait par la suite l'objet d'un mandat d'arrêt pour atteinte à la S.E. de l'État et est arrêté à son retour de Toulon, par mon service et la S.T. le 8.2.1957. Le Tribunal correctionnel de Toulon le condamnait le 24.5.1957 à un an de prison et 5 ans de séjour; trois de ses coreligionnaires étaient condamnés chacun à 4 mois de prison.

Des diffuseurs de tracts font une propagande active en faveur de ce mouvement. La propagande porte surtout sur le boycott du tabac et de l'alcool et la diffusion du journal "EL MOUDJAHID". Plusieurs de ces diffuseurs sont identifiés et seront arrêtés par la suite par la S.T. après l'arrestation au cours d'une réunion clandestine d'un des principaux propagandiste.

Certains N.A. se refusant à cotiser au F.L.N. sont l'objet de menaces. Un restaurateur toulonnais est blessé à deux reprises par un tueur du F.L.N. qui, identifié, a bénéficié d'alibis fournis par les responsables toulonnais. Un ouvrier de Bandol ayant fait l'objet de représailles à différentes reprises a blessé grièvement un collecteur connu du service.

Des collecteurs de fonds sont identifiés à Bandol (3), Brignoles (1), Cuers (1), Solliès-Pont (1) et à Toulon (10) où les fonds sont remis au responsable des fonds.

Plusieurs membres des troupes de choc du F.L.N. ont été identifiés ; ont été arrêtés par la suite.

### OPERATIONS DE POLICE

Plusieurs arrestations ont été opérées en vertu de mandats d'arrêt délivrés par Monsieur le Juge d'Instruction près le tribunal Militaire Permanent d'Alger.

Le 12.11.1957, les nommés Z, R, F et A ont été arrêtés par mon service, déférés au Parquet et dirigés sur Alger. Ces derniers étaient tous des F.L.N. très agissants à différents titres (collecteurs, propagandistes, hommes de choc).

D'autres membres du F.L.N., identifiés par le Service, faisant l'objet de mandats d'arrêté identiques, avaient été arrêtés avant l'arrivée du mandat, par la S.T. de Toulon et écroués à Toulon pour atteinte à la S.E. de l'État.

Le 23.12.1957, onze nationalistes dirigeants et membres du F.L.N. étaient arrêtés dans les mêmes conditions par 7 officiers de police de mon service assistés de 4

collègues de la S.P. La somme de 621 000 frs était saisie sur les intéressés. Le chef des collecteurs, B avait, en outre, déposé dans le coffre d'une banque, la somme de 3 900 000 frs, somme qui a été bloquée par la S.P. sur mes indications.

Le nombre total des arrestations opérées par le service ou sur indication s'élève à 16.

Certains membres du F.L.N. , une trentaine, ont fait l'objet de notices ayant pour objet l'établissement d'une fiche "Z" par la direction des Renseignements Généraux.

A la suite de ces arrestations la fermeture de 9 restaurants et d'un hôtel (maison de tolérance) a été demandée par le Service et retenue par la Préfecture du Var.

Tout dernièrement, un restaurateur toulonnais ayant fait l'objet d'une tentative de meurtre à Marseille, le Service signalait à la Brigade N.A. de la Sûreté de Marseille (M. BENAC), l'identité de 3 des agresseurs. Cette affaire permettait aussi de recouper les renseignements concernant certains responsables F.L.N. de Marseille.

#### LES SYNDICATS ET LE P.C.F.

Sur le plan syndical, les N.A. d'obédience M.N.A. sont groupés au nombre d'une trentaine (identifié) au sein de l'U.S.T.A. Il s'agit surtout de travailleurs agricoles disséminés dans la campagne hyéroise qui se sont solidarisés à une grève déclenchée par la C.G.T.

Par contre, l'U.G.T.A. d'obédience F.L.N. n'a manifesté aucune activité dans l'arrondissement.

LA C.G.T. n'a pas d'emprise sur les travailleurs N.A. Quelques rares éléments y adhérant ont été identifiés (5), ainsi qu'une dizaine de militants du P.C. qui n'attire pas non plus les travailleurs Algériens.

#### LES EUROPEENS EXPULSES D'ALGERIE

Plusieurs européens ayant été expulsés d'Algérie sont entrés en France au cours de l'année 1957.

Très peu se sont fixés dans l'arrondissement.

Un médecin venant de BLIDA s'est installé à Pierrefeu; il a été identifié comme étant progressiste.

Le Commissaire Principal  
Chef de Service

M.T.L.D. : Le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques est un parti nationaliste fondé en 1946 et successeur du PPA. Il est présidé par Messali Hadj. Il possède une Organisation Spéciale (OS), organisme paramilitaire chargé de préparer la lutte armée pour l'indépendance. Les divisions au sein du MTLD et l'isolement de plus en plus important de son président amènent sa scission en août 1954. Une partie des cadres de l'OS et du MTLD rejoignent le FLN tandis que l'autre partie reste fidèle à Messali Hadj qui fonde le MNA.

P.C. : Parti Communiste

N.A. : Nord Africain

M.N.A. : Mouvement National Algérien

C.I. : Carte d'Identité

P.C. : Poste de commandement

R.G. : Renseignement Généraux

S.T. : Sûreté du Territoire

S.P.: Sûreté Publique

F.L.N. : Front Libération National

U.G.T.A. : Union Générale des Travailleurs Algériens

C.G.T. : Confédération Générale du Travail

U.S.T.A.: Union Syndicale des Travailleurs Algériens

P.P.A. : Parti du Peuple Algérien

**Messali Hadj** : Leader nationaliste algérien, il est élu président de l'Étoile Nord Africaine et demande dès 1927 l'indépendance de l'Algérie. Il est le fondateur du Parti du Peuple Algérien en 1937 (le drapeau algérien sera confectionné par son épouse le 14 juillet 1937...) puis du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en 1946.

Il fonde en 1954 le M.N.A. Mouvement National Algérien. Ce dernier s'oppose en une lutte fratricide et souvent sanglante au F.L.N. tant en France métropolitaine qu'en terre algérienne.

Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954 commence ce que la France va appeler pudiquement les « évènements » d'Algérie et ce que les insurgés appelleront la « Révolution Nationale ». Le conflit se déroule sur plusieurs fronts.

C'est d'abord le front intérieur avec la lutte armée : attentats, maquis, prise de contrôle territorial et encadrement des populations (recrues, renseignements, logistique...). Cette lutte se formalise dans le cadre des Wilayas depuis le congrès de la Soummam qui réunit les principaux chefs du FLN-ALN le 26 août 1956.

C'est ensuite le front extérieur avec deux aspects, l'un militaire, l'autre politique. Aspect militaire avec les forces de l'ALN de l'extérieur, basée sur les frontières de la Tunisie et du Maroc (indépendants depuis 1956) dont la liaison avec l'intérieur est rendue de plus en plus difficile par le bouclage des frontières (ligne « Morice » et ligne « Challe »).

Aspect diplomatique avec une délégation extérieure dont le rôle est ensuite repris par le Comité de Coordination et d'Exécution, organe central décisionnel du FLN qui se proclame le 19 septembre 1958 Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) et dont l'objectif vise à l'internationalisation du problème algérien. Il tente de trouver auprès de la Ligue Arabe, de l'Égypte de Nasser, des pays maghrébins, de l'ONU, de l'aide et la reconnaissance de la légitimité de la lutte pour l'indépendance.

C'est enfin le front métropolitain où la population immigrée algérienne (80 % des ressources du GPRA en 1961) est un enjeu entre le MNA de Messali Hadj, mouvement héritier du MTLN, historiquement implanté en métropole, et du FLN qui conteste cette domination. Violences, menaces et terrorisme émaillent la lutte entre MNA et FLN auraient fait environ 6000 morts et 4000 blessés dans la population algérienne immigrée... Les rapports de force s'inversent en faveur du FLN qui devient le principal représentant des Algériens en France. Outre l'aspect financier, la Fédération de France du FLN est également chargée de sensibiliser l'opinion publique française à la justesse de la lutte pour l'Indépendance de l'Algérie. Elle prépare enfin des actions terroristes à partir de 1958 (sabotages, incendies, attaques contre des objectifs militaires, économiques ou politiques, attentats ou fusillades contre des policiers...).

En France, l'un des premiers soucis de l'État est de contrôler les N.A., les Nords Africains dans le langage administratif de l'époque, en les recensant, en infiltrant leurs



lieux de sociabilité et en fichant les éléments les plus dynamiques. Les arrestations, interdictions de territoire, expulsions, incarcération et internement dans des camps (Centres d'Assignment à Résidence Surveillée créés à partir de 1957) s'amplifient après 1958, répondant ainsi à la décision du F.L.N de porter le combat en France métropolitaine. La violence d'État devient courante : répressions judiciaire et administrative, brutalités policières et cas de torture .... Elle atteint son paroxysme en 1961 avec les répressions des manifestations du 17 octobre à Paris (répression organisée et couverte par le Préfet de Police Maurice Papon) qui s'accompagnent de violences extrême : matraquages, tirs sur la foule, corps de manifestants jetés à la Seine (estimation d'environ 120 victimes)... Cette violence entraîne une crise dans la police et la montée des critiques vis-à-vis de cette politique dans la presse et l'opinion publique.

Les accords d'Evian, conclus le 18 mars 1962, ordonnent la fin des opérations militaires et mettent en place le processus qui mène à l'indépendance de l'Algérie le 3 juillet 1962.

### *Piste(s) d'exploitation pédagogique*

Ce document nous permet de bien retracer les activités nationalistes algériennes en France : tracts , diffusion de journaux, manifestations de soutien, activités syndicales, propagande, collecte de fonds pour la lutte armée... On y décrit la transition, quelquefois violente entre M.N.A. et F.L.N. et la victoire de ce dernier sur son concurrent. On perçoit enfin les moyens de lutte mis en place par l'État pour contrôler et lutter contre les activités des nationalistes algériens en France: infiltration, arrestation, pression sur les activités professionnelles, incarcération, exil...

On peut pour chacun de ces thèmes reprendre une partie du document et dresser un portrait de la guerre d'Algérie en France métropolitaine en 1957.

### *Liens*

Quelques ouvrages sur la guerre d'Algérie:

Pierre Miquel, *La Guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 1993.

Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962*, la Découverte, 1993

Benjamin Stora, *Messali Hadj. Pionnier du nationalisme algérien*, éd. Hachette, 2004

Linda Amiri, *La Bataille de France, la guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, 2004.

Quelques liens :

<http://eduscol.education.fr/cid46437/actes-de-l-universite-d-ete-apprendre-et-enseigner-la-guerre-d-algerieet-le-maghreb-contemporain-29-31-aout-2001.html>

<http://www.ina.fr/histoire-et-conflits/guerre-d-algerie/video/>